

AÏN-TÉMOUCHENT

62 brigades pour contrôler la qualité et les prix des produits

La Direction du commerce de la wilaya d'Aïn-Témouchent a consacré 62 brigades dans le cadre du renforcement du contrôle de la qualité et des prix à travers les différentes communes de la wilaya.

Cette action vise spécialement les transactions commerciales entre autres la qualité du produit, le prix affiché, selon le premier responsable de la Direction du commerce de la wilaya M. Kidji Abderrahmane, cette initiative vise à s'assurer que les commerçants appliquent les lois régissant le commerce à commencer par la santé du consommateur et son

pouvoir d'achat par l'application réelle des règles de la transparence et l'honnêteté dans l'activité commerciale qui est considérée comme un moyen de lutte contre l'anarchie des prix exercés.

Selon la même source, les brigades censées renforcer le contrôle routinier sont formées de 124 agents mobilisés pour exécuter

l'instruction ministérielle qui vise à préparer et charger les agents dans le domaine du contrôle, leur mission principale est de vérifier le respect de la conformité réglementaire de tout ce qui peut être exposé aux consommateurs par la qualité et le prix relativement aux produits alimentaires de large consommation dont le lait, les huiles, le sucre et la semoule, ainsi que tout ce qui concerne le contrôle des chambres frigorifiques du fait que cette opération vise à lutter aussi sur la spéculation de certains produits. L'opération vise également le contrôle

automatique de toutes les activités commerciales et de tous les produits proposés au consommateur à travers tous les points de vente et de commerce agréés de la wilaya en vue de prévoir ou de lutter contre les intoxications alimentaires.

La même source dira que tous les moyens humains et matériels sont mobilisés pour que ces brigades puissent effectuer leurs tâches dans de bonnes conditions et conformément aux instructions du ministère du Commerce.

S. B.

JOURNÉE NATIONALE DES HANDICAPÉS À MILA

Pour une meilleure prise en charge de cette catégorie sociale

La maison de la culture, Moubarek-El Mili, au chef-lieu de wilaya, a abrité l'après-midi de ce mardi 14 mars, la célébration de la Journée nationale des handicapés ou communément «les personnes aux besoins spécifiques».

En présence des autorités locales, civiles et militaires, et à leur tête M. Mohamed-Djamel Khenfar, wali de Mila, dans une salle archicomble où toutes les catégories de cette couche sociale étaient fortement représentées, un riche programme d'animation culturelle, artistique et autre savoir-faire a été concocté pour la circonstance et qui a pour slogan, cette année,

«Dépasser le handicap est de la responsabilité de tous».

Pour l'occasion, 6 fauteuils roulants dont 3 électriques et beaucoup d'autres cadeaux ont été distribués dans une ambiance bon enfant. Dans son intervention d'ouverture, le directeur des affaires sociales (DAS) a tenu à communiquer quelques chiffres concernant cette frange sociale au niveau de la

wilaya, à savoir, 17 371 handicapés dont 6 783 moteur – 7 872 mentaux – 1 040 auditifs et 573 polyhandicapés.

Une journée qui a, certes, permis aux uns et aux autres d'oublier ce quotidien douloureux mais, le plus important reste leur prise en charge et leur couverture sociale, leur assimilation et leur intégration, bref, une vraie politique de protection sociale sous l'autorité de l'Etat et pas uniquement des slogans et des programmes concoctés pour les besoins de célébrer telle ou telle autre journée !

A. M'haimoud



Photos : DR

EL TARF

Sit-in pour la réouverture d'une station de contrôle technique pour véhicules

Les 8 pères de famille qui travaillent pour le compte d'un opérateur privé propriétaire d'une station de contrôle technique de véhicules légers et utilitaires sis dans la commune d'Aïn El Assel ont organisé, hier matin, un sit-in de protestation devant le siège de la direction des transports de wilaya.

Les travailleurs dénoncent la fuite en avant du directeur de ladite direction quant à la prise en charge de leur problème et qui a trait à la réouverture de ladite station de contrôle qui constitue de surcroît leur gagne-pain.

En effet, joint par téléphone, le propriétaire a été catégorique quant à «l'ignorance des lois régissant le secteur» par le directeur de wilaya qui selon lui «a mal interprété les textes concernant les motifs

de la suspension des deux lignes de contrôle, celle du poids léger et l'autre du poids lourd. Certes, les anomalies du catalyseur ont été constatées sur la ligne des véhicules légers alors que celle des poids lourds n'est pas assujettie à ce test de catalyseur. Ce qui est une aberration de taille quand on suspend les deux lignes au lieu d'une seule, et ce, pour une durée de 6 mois. Nous sommes actuellement suspendus depuis 1 mois et



c'est un véritable calvaire. Mme le wali a refusé de me recevoir pour exposer mon cas. Cependant, nous avons formulé un recours mais en

vain». De son côté, le directeur des transports a affirmé que «le propriétaire peut formuler un recours, lequel sera étudié en présence des res-

ponsables de l'Enacta (Entreprise nationale de contrôle technique automobile)». «Nous n'avons fait qu'appliquer la loi, vis-à-vis des griefs formulés par l'Enacta et nous avons adressé au préalable et à plusieurs reprises des mises en demeure au propriétaire pour qu'il se conforme aux exigences techniques et humaines légales de contrôle déléguées, par ailleurs, par les pouvoirs publics. Nous ne pouvons pas être contre une solution qui va dans le sens de l'intérêt général».

Quoi qu'il en soit, cette affaire cache plusieurs zones d'ombre.

Daoud Allam

SUITE À DES DÉPARTS MASSIFS À LA RETRAITE

Le CMS de Aïn Beïda fonctionne au ralenti

Réputé autrefois comme étant un centre médico-social à caractère régional où, des patients de huit wilayas viennent, pour des consultations médicales, des analyses ou encore pour des prestations radiologiques, le CMS de Aïn Beïda, une localité située géographiquement dans un carrefour donnant sur huit wilayas a connu dans un récent passé un démantèlement massif du personnel parti à la retraite.

Pour l'histoire, c'est à la veille de l'expiration des avantages des retraites proportionnelle et anticipée que la majorité des travailleurs, comme partout ailleurs, se sont manifestés pour faire valoir leurs droits à la retraite, du coup, le centre médico-social s'est retrouvé à peine avec une poignée de cinq ou six personnes, un effectif ne pouvant remplir toutes les fonctions et les prestations médicales. Réduit à sa plus simple expression, le CMS, cette gigan-

tesque infrastructure se trouve actuellement dans une situation inopérante où, à peine une futile opération de groupage de sang se fait et encore au ralenti, il est de mémoire de toute la région que dans un passé récent, des patients venus des quatre coins de la région venaient des files d'attente et se bouscullaient devant le portail de ce centre pour se frayer une place dans les listes de consultations. Plus de trois cents actes sont enregistrés quotidiennement dans ce

centre qui offrait des bilans médicaux complets, des radiographies, des chirurgies dentaires, des consultations spécialisées, notamment avec des médecins conventionnés... le tout à des prix très étudiés ou l'extraction des dents ne dépassait pas les 70 dinars.

Ce centre qui rendait un grand service aux populations démunies et avec des équipements fiables et un personnel grandement expérimenté, s'est retrouvé du jour au lendemain presque à l'arrêt, renvoyant ses usagers vers d'autres laboratoires où les prix ne sont pas à la portée de tout le monde.

Certains malades chroniques que notre journal a rencontrés devant ce centre et qui ont rebroussé chemin bredouilles, notamment des femmes enceintes qui faisaient des suivis de

grossesse, nous ont déclaré : «C'est dommage qu'un centre pareil soit vidé de son personnel, dans le meilleur des cas, nous devons nous orienter vers les laboratoires, à des prix onéreux» et d'ajouter : «Certes, les prix sont presque symboliques, les responsables peuvent les revoir à la hausse, mais pourvu que ce centre reste ouvert pour remplir une mission de santé publique, car il y va de la santé de toute une région, notamment les couches démunies.»

Pour rappel, lors de la visite du directeur général de la Cnas, les responsables et la société civile ont soulevé cette inquiétude et ce dernier a promis d'étudier en profondeur ce problème, il a même précisé que le cas du CMS lui a été souligné avec insistance par M. Brimi D., wali d'Oum-El-Bouaghi. Aux dernières

nouvelles, selon des sources généralement sûres, nous avons appris que les responsables au plus haut niveau ont retenu le lancement d'un projet de réalisation d'un centre d'imagerie médicale à la grande joie de toute la région, puisque les conditions s'y prêtent avec une assiette bien située et propriété de la Cnas. Nous rappelons aussi que le centre dispose d'équipements neufs sous emballage et une quantité suffisante de produits pharmaceutiques et autres réactifs.

Selon certaines informations en notre possession, ce centre pourrait fonctionner avec une dizaine de personnes entre agents et paramédicaux. L'espoir est-il permis pour venir au secours de cette frange de la population fragilisée par la dégradation du niveau de vie ?

Moussa Chtatha

MASCARA

Le périmètre irrigué d'El Guetna en quête de réhabilitation

A l'instar des autres périmètres irrigués de la wilaya de Mascara celui d'El Guetna d'une superficie qui avoisine les 800 hectares souffre de problèmes d'irrigation. Jadis, quand vous empruntiez la route Hammam Bou Hanifia, vous observiez des vergers à perte de vue et l'activité était intense au niveau des deux unités de conditionnement de l'orange destinée à l'exportation.

Ce mardi au lieu dit «Tartar» à El Guetna qui fut l'un des fleurons de l'orangeaie, des fellahs étaient là pour exposer leurs préoccupations au premier responsable de l'exécutif qui prendra connaissance des opérations en cours destinées à réhabiliter un tant soit peu ledit périmètre. Il s'agit de l'eau et les premiers concernés qui exploitent ce qui reste des vergers afficheront quelque peu leur scepticisme en mettant en cause le choix du site où sont engagés les travaux et doutant de l'efficacité du dispositif, quelque part l'on regrettera qu'ils n'aient pas été associés aux études préliminaires.

M. Meddeber